

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40012 MONT-DE-MARSAN

MONT-DE-MARSAN, le 20/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DRT**

448, Route de l'océan  
40560 VIELLE SAINT GIRONS

Référence : 0052.02016

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement DRT Vielle-Saint-Girons implanté 448, route de l'Océan 40560 Vielle-Saint-Girons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société : DRT
- Adresse : 448, route de l'Océan 40560 VIELLE SAINT GIRONS
- Code AIOT : 0052.02016
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso Seuil Haut
- Statut IED : Oui

Créée en 1932 sur le site de Vielle Saint-Girons, la société « Les Dérivés Résiniques et Terpéniques » est spécialisée dans la valorisation des produits résineux (essence de térébenthine, colophane de gemme).

À partir de 1965, DRT ajoute à son activité la distillation du Tall Oil et de l'essence de papeterie. Parallèlement, se développait la transformation de la colophane et des terpènes obtenus à partir de cette nouvelle matière première.

Les stations de production permettent la synthèse de résines, de terpènes et d'extraits végétaux.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Incident – Rejet aqueux non conformes

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Evènements relatifs au dysfonctionnement de la STEP occasionnant des rejets	Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, article 4.3.2.3	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclaration et analyse de l'évènement	Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, article 2.5.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de la déclaration d'un événement accidentel effectuée par l'exploitant le 7 mars 2025, une inspection a été diligentée le 19 mars 2025 afin d'évaluer la situation de fonctionnement du site et l'efficacité du plan d'actions envisagé par l'exploitant pour traiter les défauts de fonctionnement constatés. Il ressort que des rejets aqueux non conformes aux exigences réglementaires persistent depuis 14 mois, avec une dégradation significative de la qualité des rejets observée depuis janvier 2025. Des rejets journaliers chargés de matière organiques ont pu atteindre une concentration de plus de huit fois la concentration maximale autorisée (rejets journaliers d'une concentration en DCO supérieure à 2500 mg/l pour une valeur limite d'émission fixée à 300 mg/l).

Face à cette situation fortement dégradée fin janvier 2025, l'exploitant a mis en place un plan d'actions visant à restaurer la conformité des rejets issus de la station d'épuration à court terme. Celui-ci prévoit notamment une réduction immédiate de la charge polluante admise dans la STEP, une augmentation de l'aération du bassin biologique n°2, le réensemencement progressif du bassin d'aération n°2 par des boues activées, ainsi que la mise en place d'une surveillance renforcée des rejets à l'environnement.

À plus long terme, l'exploitant s'engage à retrouver l'efficacité complète du premier étage de traitement biologique "MBBR" et à évacuer les boues excédentaires du bassin d'aération n°2.

Afin de prévenir l'atteinte des intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure fixant des mesures d'urgences est communiqué en pièce jointe.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evènements relatifs au dysfonctionnement de la STEP occasionnant des rejets aqueux non conformes à l'environnement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, articles 4.3.2.3 et 4.3.8.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux à l'environnement

**Prescription contrôlée :**

L'article du 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2013 dispose que :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées aménagées et exploitées, conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

L'article du 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2013 dispose que :

Les effluents résiduaux chimiques sont collectés par un réseau spécifique et envoyés à la station d'épuration pour traitement. La combinaison de procédés biochimiques et physico-chimiques assure l'épuration avant rejet à l'océan Atlantique.

Le rendement épuratoire de la STEP doit être supérieur à 95% en toute circonstance.

L'article 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 dispose que :

Les effluents résiduaux rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux maximal journalier autorisé.

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE: 1314)

300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, ce flux est ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, 125 mg/l au-delà.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation dans les cas suivants :

- lorsqu'il existe une valeur limite exprimée en flux spécifique de pollution,
- lorsque le rejet s'effectue en mer, pour la DBO5 et la DCO,
- lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES,
- lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 % pour la DCO, sans toutefois que la concentration dépasse 300 mg/l, et à 90 % pour la DBO5 et les MES, sans toutefois que la concentration dépasse 100 mg/l.

L'article du 4.3.8.3 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2013 dispose que :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaux dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Débit de référence	Moyen journalier : 2600 m <sup>3</sup> Maximal : 3800 m <sup>3</sup> /j	
	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux moyen journalier (kg/j)
DCO	300	780
DBO5	100	260
MES	30	80

AOX	1	3
Cu et composés	0,1	0,3
Cr et composés	0,05	0,1
Ni et composés	0,05	0,1
Zn et composés	0,1	0,3
Indice phénol	0,3	0,8
HCT	1,5	4
Cyanures	0,1	0,3
N total	30	80
P total	10	30
Toluène	4	10
Xylène	1,5	4
Diéthylamine	4	10
DMSE <sub>D</sub>	4	10

#### **Constats :**

##### Libellé de l'évènement survenu :

Dysfonctionnement de la station d'épuration (STEP) du site DRT Vielle-Saint-Girons entraînant des rejets non conformes à l'environnement en sortie de la station de traitement du site.

##### Contexte et Signalements :

Au cours de l'année 2024, l'exploitant a constaté que la qualité des rejets des effluents résiduels traités par la station d'épuration des eaux (STEP) du site industriel s'est dégradée de manière croissante.

Ces rejets non conformes aux exigences réglementaires opposables au site présentaient une charge polluante importante dont une charge organique des rejets de l'ordre de 3 fois la valeur limite d'émission (VLE) rien que pour la DCO (demande chimique en oxygène), avec des concentrations atteignant à 1000 mg/l, alors que la VLE est fixée à 300 mg/l.

Depuis le mois de janvier 2025, la situation s'est significativement dégradée avec des constats de qualités des rejets non conformes sur ce paramètres de l'ordre de plus de 2500 mg/l.

Le constat de défaillance majeure a été déclaré à l'administration le 7 mars 2025 avec un rapport d'évènement communiqué le 12 mars 2025.

Dans le cadre de la mise en place d'une surveillance quotidienne du point de rejet à l'océan, l'exploitant précise qu'il n'a pas identifié d'altération de l'impact visuel ou olfactif des rejets à l'environnement.

##### Origine de l'évènement :

Ce dysfonctionnement majeur trouve son origine dans la perte totale du traitement biologique de la STEP, suite à plusieurs facteurs combinés :

- Basculement de l'étage de traitement biologique MBBR d'un mode de fonctionnement nominal aérobie à un mode de fonctionnement anaérobie, altérant la biodégradabilité de la charge organique de l'effluent à traiter et produisant des jus septiques inhibant ou détruisant la biologie du second bassin de traitement biologique par la formation de zone mortes favorables à la création de milieux anaérobies en fond de bassin MBBR (constat de l'exploitant en automne

2024 de supports mobiles pris en masse) ;

- Une stratégie d'intervention d'isolement de l'étage de traitement biologique MBBR ayant aggravé la situation :

Dans le cadre de la gestion du mode dégradé, un shunt du premier étage de traitement biologique "MBBR" a été réalisé le 29/01/2025 afin de supprimer la production de jus septique issu de cet étage de traitement, responsable de la dégradation du traitement biologique du second bassin. Cette mise hors service de l'étage de traitement MBBR a entraîné la mise en suspension de boues septiques du bassin d'aération n° 2 et la destruction de la biologique du second étage de traitement.

#### Causes profondes :

L'analyse des causes profondes met en évidence plusieurs facteurs ayant conduit à la perte d'efficacité du traitement biologique de la STEP :

- Depuis la mise en service de l'étage de traitement MBBR en 2010, l'exploitant n'a pas procédé à l'évacuation des boues pouvant s'accumuler significativement dans ce premier bassin de traitement biologique de 1600 m<sup>3</sup> ;
- Depuis 2018, le changement de réactif de neutralisation des effluents en entrée de la station de traitement a favorisé la formation de boues en raison de son pouvoir floculant. Face à cette situation, l'exploitant a réintroduit de manière réactive le réactif initialement utilisé, ne présentant pas de pouvoir floculant mais n'a pas retiré les boues ainsi générées.
- L'absence de maintenance préventive des supports bactériens mobiles du bassin MBBR a entraîné une perte progressive d'efficacité de cet étage de traitement, due à la réduction de la surface active des supports au fil de leur vieillissement.

Conséquemment à ces facteurs cumulés, l'exploitant se trouve aujourd'hui sans équipement de traitement de ses effluents opérationnel.

Dans le cadre de la gestion de cet évènement, l'exploitant s'engage à mettre en oeuvre les plans d'action suivants :

#### 1- Maîtrise des rejets émis à l'environnement – Court terme

- Sous 10 jours, mise en oeuvre de mesures opérationnelles de gestion de la station de traitement des effluents industriels afin prévenir les rejets à l'environnement non conformes aux exigences réglementaires.

L'exploitant ajuste la charge polluante admissible de la STEP en vue de respecter une concentration moyenne journalière des rejets de 300 mg/L, en adéquation avec la capacité épuratoire de l'étage de traitement biologique fonctionnant sans l'étage MBBR.

L'exploitant s'assure de l'isolement du l'étage MBR hors service.

Dans l'optique d'un retour à une situation non dégradée, l'exploitant devra décliner à minima les opérations suivantes :

#### 2- Fiabilisation et renforcement de la capacité épuratoire du deuxième étage de l'installation de traitement biologique – Court terme

- Actuellement en oeuvre : Augmentation de l'aération dans le bassin n°2 par la mise en service en continu des 3 aérateurs positionnés en fin du circuit hydraulique des effluents du bassin n°2.
- Actuellement en oeuvre : Réensemencement progressif du bassins n° 2 par l'extraction de boues saines activées issus du clarificateur de la station de traitement du site.

#### 3- Remise en conformité de l'étage de traitement biologique du MBBR – Moyen terme

- Sous 7 mois : Remise en conformité totale du bassin MBBR par :

- la vidange complète et nettoyage du bassin de MBBR de 1600 m3,
- évacuation des boues vers une filière de traitement adaptée,
- Remplacement des supports bactériens mobiles nécessaires au bon fonctionnement du traitement MBBR.

#### 4- Remise en état tel que prévu dans le dossier d'autorisation de l'étage de traitement biologique n°2 et organisation de la maintenance– Moyen terme

- Sous 1 mois : Réalisation d'une bathymétrie du bassin de traitement biologique n°2 et caractérisation des populations bactériennes et qualité des boues.
- Sous 2 mois : Définition des modalités d'extraction et de gestion des boues dans le respect des normes environnementales.
- Sous 3 mois : Présentation d'un plan d'évacuation détaillé des boues excédentaires de l'étage de traitement n°2.

#### 5- Étude d'interprétation de l'état du milieu et surveillance du milieu récepteur au point de rejet à l'océan

- Actuellement en oeuvre : Mise en place d'une surveillance quotidienne du point de rejet jusqu'à la mise en conformité des rejets issus de la STEP pour s'assurer de l'absence d'impact des rejets à l'environnement (constat visuel et olfactif de l'absence de désordre au niveau du point de rejet, contrôle de la correcte diffusion du rejet à l'océan sans création de lagune au point de rejet).
- Sous 1 mois : Réalisation d'une étude de l'état du milieu afin d'évaluer l'impact des rejets non conformes.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il est proposé un arrêté de mise en demeure assorties de mesures d'urgence reprenant en termes d'objectifs le plan d'action engagés par l'exploitant :

##### - Action n°1 :

Sous 10 jours, mise en demeure de respecter une concentration moyenne journalière des rejets de 300 mg/l en ajustant la charge polluante admissible de la STEP, en adéquation avec la capacité épuratoire de l'étage de traitement biologique fonctionnant sans l'étage MBBR.

##### - Action n°3 et 4 :

Sous 7 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de se conformer à l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2013.

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant propose une organisation pérenne pour le traitement des effluents dont il a la responsabilité.

Dans ce même délai, s'il choisit de revenir à la situation nominale de fonctionnement prévue dans le dossier d'autorisation, il établit un plan d'actions assorti d'un échéancier visant à rétablir l'efficacité des équipements de traitement.

##### - Action n° 5 :

Sans délai, en mesure d'urgence, mise en place d'une surveillance quotidienne du point de rejet jusqu'à la mise en conformité des rejets issus de la STEP pour s'assurer de l'absence d'impact des rejets à l'environnement pour s'assurer de l'absence d'impact des rejets à l'environnement (constat visuel et olfactif de l'absence de désordre au niveau du point de rejet, contrôle de la correcte diffusion du rejet

à l'océan sans création de lagune au point de rejet).
Sous 1 mois, en mesure d'urgence, Réalisation d'une étude de l'état du milieu afin d'évaluer l'impact des rejets non conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence

## N° 2 : Déclaration et analyse de l'évènement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux non conformes émis à l'environnement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection de des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis janvier 2024, l'émission d'effluents aqueux non conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'exploitation est considérée comme un incident ou un accident susceptible d'affecter les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a déclaré cet événement tardivement, le 7 mars 2025, soit 14 mois après son apparition, malgré la dégradation significative et croissante de la perte d'efficacité de traitement des effluents résiduels du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que la persistance d'une non-conformité de rejets à l'environnement doit faire l'objet, dans un délai maximal de 15 jours, d'une déclaration d'évènement auprès de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Courrier préfectoral